



1^{er} mai :

Les fonctionnaires et agents publics ont toutes les raisons de se faire entendre !

La fin de l'année 2006 et le début de l'année 2007 ont été marqués par une importante dynamique revendicative dans la Fonction publique.

Les journées unitaires d'action comme celle du 8 février dans la Fonction publique ont posé en grand les préoccupations des fonctionnaires et agents publics, tant sur la question salariale, que sur les effectifs et les missions. D'importantes luttes ont été menées dans les territoires et dans certains secteurs. En dépit du refus obstiné de la majorité sortante de mener de véritables négociations sur le rattrapage et la progression du pouvoir d'achat pour les actifs et les retraités, ces luttes ont notamment conduit le ministre Jacob à concéder une augmentation – certes très insuffisante - du point d'indice.

Les citoyens ont aujourd'hui besoin de services publics et d'une Fonction publique aux missions renforcées. Cela passe par plus d'emplois publics statutaires, des personnels mieux rémunérés et mieux considérés, et des moyens nécessaires à leur fonctionnement. Le droit syndical, le droit de grève, doivent être préservés et développés. La CGT Fonction publique refuse toute forme de remise en cause de ces garanties fondamentales, de même qu'elle réfute le dogme libéral des privatisations et des suppressions d'emplois publics, autant de points clés du programme de Nicolas Sarkozy, qui se situe aux antipodes des attentes et des besoins des agents et des usagers.

Cependant, pour la CGT Fonction publique, les solutions ne sauraient résider dans de nouvelles mesures qui participeraient une fois de plus à l'affaiblissement du service public.

Pour répondre de manière positive aux importants besoins de la Fonction publique et satisfaire les légitimes exigences des personnels, la mise en œuvre d'une politique radicalement différente de celles menées depuis des années est indispensable.

Notamment, il faut s'attaquer de front à la logique du profit et de la rentabilité. Il faut mettre en place une fiscalité solidaire et progressive, modifiant profondément la répartition des richesses créées en faveur du travail et donnant les moyens au développement du service public. Il faut renforcer les garanties statutaires communes aux trois versants de la fonction publique. Il faut revenir sur les dispositions législatives adoptées durant la présidence actuelle qui participent de la casse de la Fonction publique pour y substituer des réformes de progrès.

Au-delà du résultat des élections, la CGT Fonction publique appelle à poursuivre et amplifier le processus de lutte pour construire le rapport de force indispensable aujourd'hui comme demain à la satisfaction des revendications. Le 1^{er} mai est dans ce cadre une première étape incontournable. Il constitue un moment fort de convergences de luttes de tous les salariés, du public comme du privé, pour porter ensemble les questions du pouvoir d'achat, d'emploi, de retraite, de paix et de solidarité.

La CGT Fonction publique appelle à faire de cette journée un grand moment de mobilisation pour porter l'exigence d'une augmentation importante des salaires et des pensions, de la création des emplois publics indispensables, et de services publics développés et dotés des moyens nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux.

Montreuil, le 25 avril 2007